

“La crise est grave, mais gérable”

“La question d’un parcours d’intégration va se poser avec plus d’acuité”

Entretien **Stéphanie Bocart**

Docteur en philosophie de l’ULB et scénariste, François De Smet est, depuis mars 2015, le directeur de Myria, le nouveau Centre fédéral Migration. Pour “La Libre Belgique”, il donne quelques clés pour contextualiser et mieux comprendre la crise des migrants.

Lors de la présentation du rapport annuel de Myria, jeudi, vous avez affirmé que nous vivons “la crise humanitaire la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale”.

Oui. Et il y a un élément qui permet d’objectiver cette affirmation. Ce sont les chiffres du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) selon lesquels, en 2014, il y avait 59 millions de déplacés de force dans le monde. Un record depuis la Seconde Guerre mondiale. Attention, il s’agit de personnes déplacées de force à l’extérieur comme à l’intérieur de leur pays. Ces gens ne sont donc techniquement pas tous des demandeurs d’asile, et, donc, pas forcément des réfugiés. Par ailleurs, il n’y a que 8 % des réfugiés dans le monde qui sont accueillis en Europe, ce qui représente 1 demandeur d’asile pour 1 000 habitants. A l’échelle du monde, la crise est grave. A l’échelle européenne, elle est grave mais gérable. Nous ne sommes pas du tout face à des afflux qui vont bouleverser la sociologie de nos sociétés, la fiabilité de nos économies ou notre système social.

Pourtant, le gouvernement belge semble ne pas avoir anticipé cette crise et peine à la gérer.

On ne peut pas reprocher au gouvernement l’ampleur de la crise, qui est objectivement exceptionnelle. En revanche, ce qui est quelque peu dommage, et que l’on peut reprocher aux deux gouverne-

ments –celui-ci et le précédent– c’est d’avoir supprimé, depuis 2013, 6 500 places d’accueil dans le réseau Fedasil. Des places ont même encore été fermées en juin et juillet. Certes, en 2012 et 2013, les demandes d’asile ont baissé; il y avait donc quelque logique à se débarrasser d’un certain nombre de places. En 2014, par contre, elles ont augmenté de 8 %, ce qui est une hausse limitée, mais, pendant ce temps-là, elles ont grimpé de 44 % dans toute l’Union européenne. Le gouvernement belge aurait donc pu être un peu plus prudent.

Et ce, d’autant qu’il y a déjà eu une grave crise de l’accueil des demandeurs d’asile en 2000, lors de la guerre dans les Balkans. Se situe-t-on actuellement dans les mêmes proportions ?

En 2000, 40 000 demandes d’asile ont été enregistrées. Ici, au mois d’août, nous sommes à quelque 4 600 demandes d’asile, ce qui porte le nombre de demandes d’asile en 2015 à environ 20 000. Il faut donc relativiser la situation actuelle : l’Office des étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) ont déjà eu plus de demandes d’asile à traiter. Pour battre le “record” de 2000, il faudrait que le nombre de réfugiés se multiplie par deux au cours des quatre derniers mois de 2015. Mais ce n’est pas le plus probable.

L’Europe a, aussi et surtout, un rôle à jouer dans la gestion de cette crise.

Effectivement. Je crois, tant au niveau de l’asile que de la migration, qu’il faut à présent reconstruire quelque chose au niveau européen. Pour l’asile, je pense qu’il serait possible d’essayer d’imaginer un régime d’asile commun par répartition, qui force les Etats membres à pren-

dre leur part. On en est loin car on ne voit pas comment contraindre des pays de l’UE. Mais le poids d’Angela Merkel peut peut-être changer la donne puisqu’elle a décidé de prendre ce dossier à bras-le-corps. Nous sommes à un momentum intéressant : sur ce sujet comme sur d’autres, l’Europe est un peu sommée de prouver qu’elle doit servir à autre chose qu’éviter la guerre entre ses Etats membres.

L’Europe parviendra-t-elle à se relever de cette crise ?

“Nous ne sommes pas du tout face à des afflux qui vont bouleverser la sociologie de nos sociétés.”

L’Europe s’est toujours construite sur des épreuves, en réaction à des crises. L’Europe s’adapte assez bien à cette pensée de Jean Monnet : “Les hommes n’acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise.”

Il faudra aussi gérer l’après-crise, en intégrant au mieux les réfugiés dans notre société. Avons-nous les ressources nécessaires en termes de logements, d’emplois, etc. ?

Il y a, en effet, une vraie différence par rapport à 2000. En 2000, le taux de reconnaissance de réfugiés n’était pas très élevé. Ici, on estime que les Syriens, par exemple, ont plus de 9 chances sur 10 d’avoir la reconnaissance du statut de réfugié. A titre personnel, je crois que la question d’un parcours sous une forme ou une autre, d’un accompagnement va se poser avec plus d’acuité. Il est de l’intérêt de tout le monde qu’une fois que ces gens sont reconnus réfugiés et ont un titre de séjour définitif, ils soient accompagnés pour les formations disponibles, l’école, l’apprentissage des langues du pays, etc. Pour le bien des migrants eux-mêmes, il faut y penser dès maintenant.

“Certains partis semblent avoir peur des peurs de leur électorat”

En tant que philosophe, quelle est votre lecture de la politique migratoire de notre gouvernement ?

La migration est l'un des sujets les plus difficiles à traiter politiquement car il contient quantité d'aspects conflictuels (regroupement familial, migration économique,...). Cela a toujours été le cas. Mais, ce qui m'inquiète, c'est que même sur un fait qui devrait faire l'unanimité, à savoir accueillir des gens qui sont chassés par la guerre et disposent donc d'un droit (l'asile) et non d'une faveur, on voit des raidissements d'un certain nombre de partis ou de leaders politiques qui semblent avoir peur des peurs de leur électorat. C'est quand même fou qu'il y ait si peu de voix audibles pour dire : “Il faut les ac-

cueillir parce que c'est la seule chose juste à faire. Point.” Et sans se sentir obligé d'ajouter juste après : “Mais il faudrait les forcer à travailler; mais il faudrait leur fabriquer un statut social spécial, etc.”

Et Theo Francken (N-VA), en charge de l'Asile et la Migration, comment jugez-vous sa façon de faire ?

Il veut convaincre et sur-communique dans l'une des matières les plus difficiles à gérer et dans une période de crise exceptionnelle. Il est sans doute l'un des secrétaires d'Etat qui a la meilleure connaissance technique du dossier. Mais j'ai le sentiment qu'il oppose souvent les réfugiés ou les gens fragiles qu'il faut aider aux “autres” migrants qui seraient soit des crimi-

nels soit des profiteurs. Je pense que la plupart des migrants ne sont dans aucune de ces deux situations. On pourrait se demander s'il n'est pas parfois dans la tentation de nous montrer une vision binaire des choses, qui, je pense, ne correspond pas à la réalité.

Dans ce climat de crise, la tentation est grande de verser dans des discours populistes, voire xénophobes.

La migration est un sujet qui peut être anxiogène. Les gens ont peur de la dilu-

tion de l'identité. C'est un peu une illusion au sens philosophique parce que le monde n'est qu'un grand flux. Chaque fois que quelque chose a l'air de remettre en cause notre monde tel qu'il est, il y a une angoisse qui se manifeste.

Et la migration induit une peur de dilution de l'identité qui entraîne parfois des amalgames.

Selon un récent sondage Ipsos, 60 % des Belges estiment qu'il y a trop d'immigrés en Belgique. A contrario, la situation difficile que vivent les réfugiés syriens dans l'attente d'être reçus à l'Office des étrangers a suscité un vif élan de solidarité citoyenne. Comment interpréter cela ?

Le citoyen est un peu schizophrène. En général, sur l'abstrait des chiffres, il est très conservateur ou méfiant. Mais dans ces 60 %, il y a aussi des gens capables de se mobiliser du jour au lendemain parce que, par exemple, leur voisin, qui était bien intégré, a reçu un ordre de quitter le territoire. Un effet Nimby inversé, en quelque sorte.

“La migration est un sujet qui peut être anxiogène. Les gens ont peur de la dilution de l'identité. C'est un peu une illusion au sens philosophique parce que le monde n'est qu'un grand flux.”